



**Commune de
SAINT-JEAN-DE-CEYRARGUES
AVIS AU PUBLIC
ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR
LA REVISION GENERALE
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Par arrêté municipal n°2025-35 du 18 août 2025, le Maire de Saint-Jean-de-Ceyrargues a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative à la révision générale du Plan Local d'Urbanisme qui prend en compte les récentes évolutions législatives et réglementaires, ainsi que les observations et besoins exprimés par les habitants lors des phases de concertation préalable.

À cet effet, M. J.F. COUMEL, domicilié à Nîmes, ayant la profession de Chef de Projet retraité, a été désigné par le Président du Tribunal Administratif de Nîmes comme commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera en Mairie du 15 septembre 2025 au 17 octobre 2025 inclus aux jours et horaires d'ouverture de la Mairie.

M. le commissaire-enquêteur recevra en Mairie de 9h à 12h et de 14h à 16h :

- Le 15 septembre 2025
- Le 3 octobre 2025
- Le 17 octobre 2025

Pendant la durée de l'enquête le dossier sera consultable en Mairie et sur le site internet <https://stjeandeceyrargues.fr> ; les observations sur le projet de modification du plan local d'urbanisme pourront être consignées sur le registre d'enquête. Elles peuvent également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur ou par mail : commissaire-enqueteur.plu@sjdc.eu.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés en Mairie à l'issue de l'enquête ainsi que sur le site Internet de la commune : <https://stjeandeceyrargues.fr>.

A Saint Jean de Ceyrargues le 25 août 2025
Le Maire, Georges DAUTUN



Cabinet de Maître Jean-Pierre BIGONNET
Avocat au Barreau d'ALES
4 Bis Boulevard Louis Blanc 30100 ALES
Tél 04.66.52.84.36
Email : jeanpierre.bigonnet@orange.fr

**VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
SUR SURENCHERE
EN UN SEUL LOT**

**à CORBES (30140) - La Baraquette
1945 Route de Saint Jean du Gard.**

**Maison à usage d'habitation et diverses parcelles
en nature de landes, bois, pré.**

Cadastrés : Section B N°14, B 15, B 23, B 26, B 31,
B 37, B 38, B 67, B 68, B 69, B 170, B 178, B 180,
B 227, B 229,

pour une contenance totale de 7ha 20a et 03ca,
Ainsi que les droits indivis portant sur le bien en
nature de bassin, cadastrés Section B N°25 pour 92ca.

MISE A PRIX : 45 100 EUROS
Outre les charges

VENTE fixée devant le JUGE DE L'EXECUTION
près le TRIBUNAL JUDICIAIRE d'ALES
Palais de Justice - 03 Place Henri Barbusse

LE MARDI 21 OCTOBRE 2025 A 15 HEURES

**Visite assurée par la
SELARL COLOMBIER PICAUD,
Huissiers de Justice - sur place le
mardi 7 octobre 2025 à 9h30.**

Les enchères ne seront reçues que par ministère d'Avocat inscrit au Barreau de ALES contre récépissé d'une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque à l'ordre de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats représentant 10 % du montant de la mise à prix, sans que le montant de cette garantie ne puisse être inférieur à 3.000 €.

Le cahier des conditions de la vente peut être consulté au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire d'ALES (RG : 24/00039) ou au Cabinet de l'Avocat pour suivant Maître GUIRAUDOU, 32 Boulevard Gambetta, 30100 ALES.



**Commune de COLLIAS
Département(s) de publication : 30
AVIS DE MARCHÉ**

**Services
Entretien des ouvrages d'adduction d'eau potable**

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Mairie de Collias, 52 Route d'Uzès 30210 COLLIAS, FRANCE.

tél. : 04-66-22-80-91 - Courriel : mairie@collias.fr

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.e-marchespublics.com/appele-offre/1118148>

Objet du marché : Entretien des ouvrages d'adduction d'eau potable

Lieu d'exécution et de livraison : Commune de Collias 30210 COLLIAS

Caractéristiques principales : Refus des variantes

à compter du 01 Janvier 2026 et jusqu'au 31 Décembre 2026

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat : Voir règlement de la consultation

Critères d'attribution : Voir règlement de la consultation

Type de procédure : procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 20 Octobre 2025 à 12:00



Maître Sabine MANCHET-FRONTIN
Avocat au Barreau de NIMES

7, rue Cité Foulc - 30 000 NIMES

Tél. : 04.66.67.02.15

Mail : contact@manchet-avocat.fr

**VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
Suite au jugement d'orientation du 10 juillet 2025
du Juge de l'Exécution Du Tribunal Judiciaire de NIMES
EN UN SEUL LOT**

**Sur la Commune de NIMES (30)
Dans un ensemble immobilier dénommé
« LOU PIBOULO »
30, Galerie Richard Wagner**

Cadastré volume 2 section EL 15 pour une contenance de 01ha56a14ca

Lot 2075 : un appartement de type P3 situé au 15ème étage,
comprenant : un hall d'entrée avec placard, salle de bains, WC, séjour,
cuisine, deux chambres

- Et les mille six cent soixante-trois/millionièmes (1663/1.000.000°)
des parties communes et de la copropriété du sol.

Lot 2304 : Une cave située au deuxième sous-sol

- Et les quarante et un /millionièmes (41/1.000.000°) des parties
communes et de la copropriété du sol.

**SUR LA MISE A PRIX DE 22.000 €uros
(VINGT DEUX MILLE EUROS)**

outre les frais, clauses et conditions du cahier des conditions de vente

ADJUDICATION est fixée à l'audience des ventes

du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de
NIMES, situé boulevard des Arènes - 30000 NIMES

LE JEUDI 23 OCTOBRE 2025 A 9h30

**La visite des lieux est assurée par la
SCP QUENIN-TOURRE-LOPEZ-BLANC,
Commissaires de Justice à NIMES (Tél : 04 66 36 03 46)
le 09 octobre 2025
De 8h00 à 8h30**

Le cahier des conditions de la vente peut être consulté :

Au cabinet de Maître Sabine MANCHET-FRONTIN, Avocat au Barreau de NIMES, dont le Cabinet est situé 7 rue Cité Foulc 30000 NIMES, Tél : 04.66.67.02.15 sur rendez-vous ou par mail : contact@manchet-avocat.fr.

Ou Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de NIMES, boulevard des Arènes - 30000 NIMES, (RG n°25/00027).

Les enchères ne seront reçues que par Ministère d'Avocat inscrit au Barreau de Nîmes, contre récépissé d'une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque à l'ordre de Madame le Bâtonnier de l'ordre des Avocats représentant 10 % du montant de la mise à prix, sans que le montant de cette garantie ne puisse être inférieure à 3.000 Euros